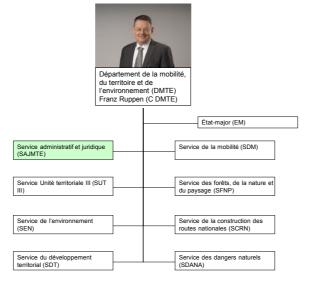
Service administratif et juridique du Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement (SAJMTE)



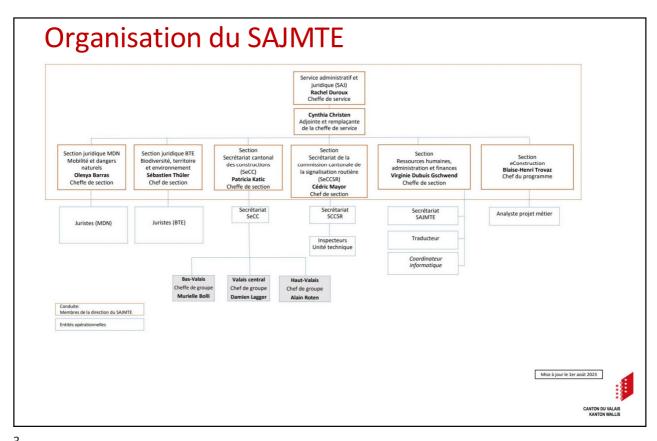
Soirée-débats Association Valaisanne des Services Techniques (AVST) 27 mars 2025

1

Le SAJMTE au sein de l'Etat du Valais







5

Procédure d'approbation de plans routiers : rappel des éléments essentiels



Section juridique Mobilité et dangers naturels

Processus d'approbation de plans routiers

- Coordination des procédures
- Elaboration du dossier
- Mise à l'enquête publique de 30 jours & év. Oppositions
- Transmission du dossier pour instruction au SAJMTE
- Instruction et rédaction du projet de décision par le SAJMTE
- Décision du Conseil d'Etat et ouverture des voies de recours
- Procédure de recours contre la décision du Conseil d'Etat



5

Coordination des procédures

- Constat dans la pratique : un projet nécessite généralement <u>plusieurs</u> autorisations relevant d'<u>autorités distinctes</u>. Les cas où un administré requiert de la part d'une seule autorité une autorisation unique lui permettant d'exercer une activité donnée deviennent de plus en plus rares.
- Les autorités doivent veiller à la coordination matérielle et formelle des décisions.
 - BUT = éviter que plusieurs autorités se prononcent de manière divergente sur un même projet, lorsque les normes à appliquer sont étroitement connexes.
 - décisions contradictoires
- Coordination matérielle : les diverses autorités compétentes doivent coordonrer entre elles <u>l'application des règles</u> de leur ressort à un même état de fait.
- Coordination formelle: une maxime interdisant aux diverses autorités appe\(\text{ées} \) à statuer sur une m\(\text{em} \) me cause de conduire chacune leur proc\(\text{edure} \) sans \(\text{égard} \) pour les autres. Elle concerne \(\text{les aspects proc\(\text{eduraux} \) d'une proc\(\text{edure} \) complexe.

ANTON DU VALAIS

Coordination anticipée

- Définition: des projets importants nécessitent d'abord une planification préalable avant de faire l'objet d'une décision administrative.
- Fonction : Contrairement à la coordination successive par simple juxtaposition chronologique, il s'agit bien ici d'anticiper les problèmes : les actes des autorités seront décidés en fonction des critères élaborés préalablement dans une procédure antérieure de coordination anticipée



7

Coordination des procédures : ancrages légaux

- Art. 25a Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)
 - 🚰 Art. 25a¹Principes de la coordination
 - ¹ Une autorité chargée de la coordination est désignée lorsque l'implantation ou la transformation d'une construction ou d'une installation nécessite des décisions émanant de plusieurs autorités.
 - ² L'autorité chargée de la coordination:
 - peut prendre les dispositions nécessaires pour conduire les procédures;
 - veille à ce que toutes les pièces du dossier de requête soient mises en même temps à l'enquête publique;
 - recueille les avis circonstanciés relatifs au projet auprès de toutes les autorités cantonales et fédérales concernées par la procédure;
 - veille à la concordance matérielle ainsi que, en règle générale, à une notification commune ou simultanée des décisions.
 - ³ Les décisions ne doivent pas être contradictoires.
 - ⁴ Ces principes sont applicables par analogie à la procédure des plans d'affectation.



Coordination des procédures : ancrages légaux

Art. 230a LR

Art. 230a * Coordination des procédures

- ¹ Lorsqu'un projet implique <u>plusieurs autorisations</u> relevant d'autorités distinctes, les décisions spéciales sont <u>intégrées dans une décision globale</u> rendue par l'autorité cantonale de la procédure décisive, contre laquelle une seule voie de recours est ouverte.
- ² En cas de contradictions et à défaut de conciliation, l'autorité de la procédure décisive tranche.
- ³ Les décisions sont notifiées séparément, mais de manière simultanée, quand une attraction de compétences n'est pas réalisable, notamment quand la décision de la procédure décisive est communale.



q

Bases légales & Différentes procédures

Une seule décision du Conseil d'Etat

<u>Procédure décisive de compétence</u> <u>du Conseil d'Etat</u>

• Loi sur les routes (LR)

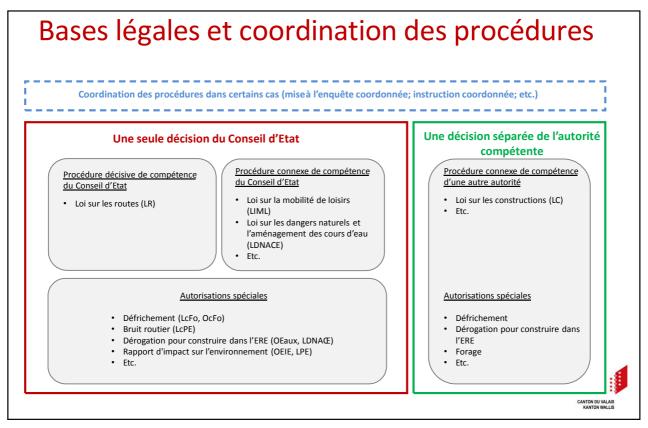
Procédure connexe de compétence du Conseil d'Etat

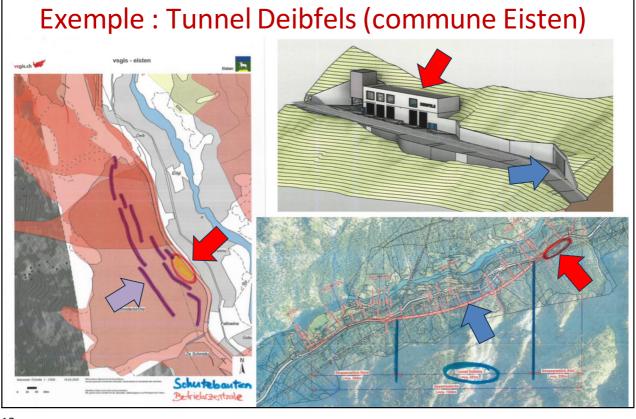
- Loi sur la mobilité de loisirs
- Loi sur les dangers naturels et l'aménagement des cours d'eau (LDNACE)
- Etc.

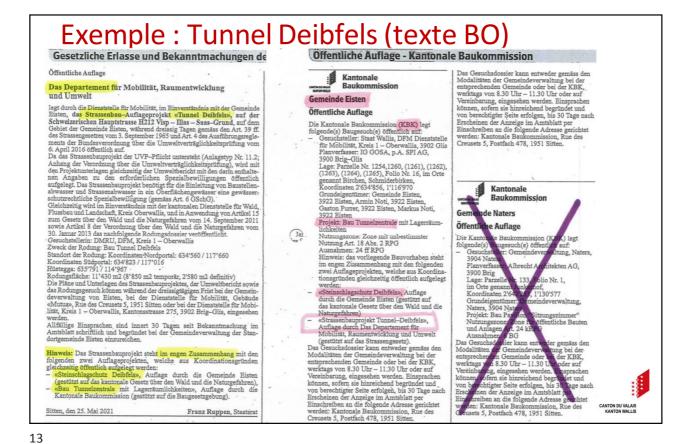
Autorisations spéciales

- Défrichement (LcFo, OcFo)
- Bruit routier (LcPE)
- Dérogation pour construire dans l'ERE (OEaux, LDNAŒ)
- Rapport d'impact sur l'environnement (OEIE, LPE)
- Etc.









Elaboration du dossier : vérifier le contenu du dossier «routier»

- Tous les plans techniques nécessaires
 - Pour la partie du projet approuvée selon la <u>loi sur les routes</u>
 - Egalement pour les parties du projet approuvés par d'<u>autres législations à l'exception de</u>
 <u>la LC/OC (ex. LIML, LDNACE)</u>
- Tout document nécessaire à une autorisation spéciale (ex. défrichement, dérogation à l'interdiction de construire dans l'espace réservé aux eaux (ERE), etc.)
- Rapport technique complet traitant de tous les aspects nécessaires (ex. l'impact sur l'environnement, justification de la dérogation à l'interdiction de construire dans l'ERE, etc.)



Elaboration du dossier : vérifier le contenu du dossier «routier»

- Plan d'expropriation
 - <u>Tous</u> les propriétaires (y compris pour les copropriétés, les PPE, les hoirs, etc.)
 - Les surfaces expropriées
 - PAS de surfaces sur les parcelles publiques données au privées en compensation (échange de terrain), ni des surfaces qui ont fait l'objet des conventions signée à l'amiables, etc.
 - Avis personnels aux propriétaires expropriées (par courrier recommandé avec suivi)

CANTON DU VALAIS KANTON WALLIS

15

Mise à l'enquête publique (MEP)

- Délai de publication (30 jours)
 - PAS du 6 février au 6 mars (exemple)
 (attention les mois n'ont pas le même nombre de jours)

NTON DILI VALAIS

Mise à l'enquête publique (MEP)

- Le sens et le but de la mise à l'enquête publique: permettre à des tiers de savoir de quelle façon ils sont particulièrement touchés et quelle est leur proximité avec le projet, afin qu'ils puissent entreprendre les démarches nécessaires pour préserver leurs intérêts (droit d'être entendu).
- Le texte publié au Bulletin Officiel (BO)
 - Nature et ampleur du projet
 - Mention des <u>autorisations spéciales</u> dont la loi exige la MEP (défrichement, ERE, etc.)
 - Mention des <u>autres procédures</u> d'autorisation liées au projet (LIML, LDNACE, etc.) (coordination)
 - Renvoi à la procédure d'autorisation selon <u>la LC/OC</u> liée au projet (coordination).
 - Mention si étude d'impact sur l'environnement (EIE)

CANTON DU VALAIS KANTON WALLIS

17

Oppositions

- Délai pour déposer une opposition : prouver la réception d'une opposition
 - → Garder les enveloppes et les transmettre à l'autorité d'instruction
- Détermination sur les oppositions qui n'ont pas étéretirées



Oppositions

- Conciliation par la requérante du projet
 - Etablir le PV de séance
 - Si l'opposant retire son opposition :
 - le retrait doit être fait par écrit et signé à la main (par tous les opposants faisant partie de l'opposition ou sur procuration)
 - Le retrait doit être non conditionnel
 - Si la requérante décide de modifier le projet
 - Déterminer s'il s'agit d'une modification <u>mineure</u> (pas de MEP mais accord des personnes intéressées)
 ou <u>majeure</u> (MEP complémentaire)
 - Déterminer s'il faut <u>adapter</u> les plans et cas échéant lesquels
 - Décrire en détail les modifications apportées
 - Informer les opposants
 - Transmettre à l'autorité d'instruction le <u>dossier initial</u> qui a été MEP les <u>nouvelles pièces</u>

lans :
Date d'élaboration
Signature /sceau de la
commune
Date de MEP

Nouveaux plans :
- Date d'élaboration
actualisée
- Signature /sceau de la
commune



19

Transmission du dossier au SAJMTE pour instruction Plans: Date d'élaboration Signature /sceau de la

- Le dossier de mise à l'enquête et ses copies
- Si modification du projet, les documents modifiés
- Date de MEP Nouveaux plans :

commune

PAS de date de MEP

- Date d'élaboration actualisée
- Signature /sceau de la commune
 PAS de date de MEP
- Oppositions originales (retirées et non retirées) avec leurs enveloppes
- Détermination sur les oppositions non retirées
- Si retraits, PV de séance + retraits signés (originaux)
- Attestation que l'avis a été fait à toutes les personnes expropriées nommées dans la liste du plan d'expropriation
- Courrier d'accompagnement et de demande d'approbation de plans usuel contenant toute information nécessaire



Instruction du dossier

- Réception du dossier: <u>Examiner</u> tous les intérêts publics à prendre en compte dans la procédure (forêt, agriculture, zones de protection, etc.)
- Consultation des services spécialisés en fonction des intérêts publics ciblés
- Conciliation des oppositions / Traitement des oppositions
- Mise en œuvre de la coordination des procédures tant au niveau cantonal (défrichement, ERE, etc.) qu'au niveau fédéral (défrichement de plus de 5000 m², étude d'impact sur l'environnement, par ex.)

- Rédaction du projet de décision et sa transmission au Conseil d'Etat pour décision avec les dossiers de plans
- Décision signée est notifiée aux parties avec le délai de recours
- La LR ne prévoit pas de travaux anticipés
- Recours avec effet suspensif



21

Accordance of the province of





Dans quel contexte et avec quels objectifs cet outil a-t-il été développé?



□ Contexte : développé avec le soutien de l'office fédéral du développement territorial (ARE) dans le cadre du programme d'encouragement au développement durable (2023).

□ Objectifs :

- Donner la possibilité à la population d'imaginer sa rue ou sa place de manière créative à l'aide d'un logiciel, d'exprimer ses besoins mais d'intégrer également les contraintes du projet.
- Donner la possibilité à la population de participer depuis chez elle.



25



Quelle utilité pour les communes ?

- Outil à disposition des communes pour des projets de réaménagements communaux (place, rue)
- □ Coûts d'utilisation de l'outil à charge du canton





Merci pour votre

Des questions?

attention!



Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement

Service administratif et juridique du Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement (SAJMTE)

Service de la mobilité (SDM)

Bâtiment Mutua Rue des Creusets 5 CH-1950 Sion